

Conférence n°5 : Influences croisées des cultures juridiques au niveau interne : le droit comparé

Exemple du recours pour la défense des intérêts collectifs

Documents

1. G. CERUTTI, M. GUILLAUME (dir.) , « Rapport sur l'action de groupe », 16 décembre 2005, disponible <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/054004458/index.shtml> (extraits)
2. J.-P. MIGNARD, J.-M. THOUVENIN, « N'importons pas la « class action » ! », *Les Echos*, 9 septembre 2005, p. 13 (extraits)
3. L. IDOT, « Entre 'livre blanc' et 'livre vert' : à propos des actions collectives et des droits des consommateurs », *Europe* n° 4, Avril 2009, alerte 12 (extraits)
4. Cass. civ. 1^{ère}, 18 septembre 2008 : *AFM c/ MM. G. et C.* (pourvoi no 06-22.038)
5. A. VASSEUR-RIVOLLET, « Tramway de Jérusalem : décision du TGI de Nanterre sur la compétence et retrait de Veolia du projet », disponible : Sentinelle n° 193, <http://sfdi.org/>
6. « La suppression du juge d'instruction pourrait mettre à mal l'affaire des "biens mal acquis" », *Le Monde*, 18 septembre 2009

Bibliographie additionnelle

- L. BORE, *La défense des intérêts collectifs par les associations devant les juridictions administratives et judiciaires*, LGDJ, 1997
- G. CHABOT, « De l'action en justice des associations au nom d'un intérêt collectif », *Petites affiches*, n°37, 2009, p.7 et s.
- S. GUINCHARD, F. FERRAND, C. CHAINAIS, *Procédure civile : Droit interne et droit communautaire*, 29^e éd., Dalloz, 2008
- S. GUINCHARD, « Les moralistes au prétoire », *Mélanges Jean Foyer*, PUF, 1997, p. 477 et s.
- J. LEMONTEY, N. MICHON, « Les "Class actions" américaines et leur éventuelle reconnaissance en France », *Journal du droit international (Chunet)*, 2/2009, pp. 535 -554
- L. MARTINET, A. DU CHASTEL, « Du retour de l'action de groupe et du mythe de Sisyphe », *Petites Affiches*, N° 49, 2009, pp. 6-10
- Société de législation comparée, *Les recours collectifs*, Colloques vol. 5, Ed. Société de législation comparée, 2006.

Ordre du jour

Action de groupe ; recours (action) collectif, action de substitution, *actio popularis*.

Sujets d'exposé

- Le site internet <http://www.classaction.fr/> propose-t-il une *class action* véritable avant même l'introduction de la procédure en droit français ? Quels risques décelez-vous à utiliser une telle démarche ?
- Le traitement de la question du voile à l'école en France et devant la Cour européenne des droits de l'homme. La démarche comparative a-t-elle eu une influence sur les différentes décisions ? (il ne s'agit pas de chercher une quelconque forme de *class action*, le sujet porte sur la méthode de droit comparé d'une manière générale et son utilisation par le juge européen et le législateur français)

1) Rapport sur l'action de groupe (extraits)

L'action de groupe est une voie ouverte par la procédure civile, permettant à un ou plusieurs requérants d'exercer, au nom d'une catégorie de personnes (classe) une action en justice.

Ce mécanisme ancien qui existe depuis le XIX^{ème} siècle aux Etats-Unis sous la dénomination de « *class action* », se développe depuis plusieurs années dans des pays de culture juridique différente.

Il est largement présent au Canada, dans plusieurs provinces dont le Québec depuis 1978 ainsi qu'au niveau fédéral, et en Europe, notamment en Angleterre, au Pays de Galles, en Suède et au Portugal. Il convient de préciser que ces pays n'ont pas transposé dans leur législation la « *class action* » des Etats-Unis mais ont développé chacun leur propre procédure d'action collective afin de réparer les préjudices de masse. (...)

- L'action de groupe vise communément à une réparation civile du dommage subi (dommages et intérêts). Suivant les systèmes, cette action peut également consister en une demande d'injonction de faire ou de ne pas faire, une demande en nullité d'une réglementation, un recours en responsabilité ou une demande de mesure réparatrice.

- L'ensemble des législations étudiées vise à trouver un équilibre entre le souci d'assurer le développement de ce type d'action, dont l'intérêt est généralement reconnu et celui tout aussi légitime d'éviter les dérives d'une utilisation abusive. (...)

Champ d'action

Ainsi, au Québec, le recours collectif est d'application générale en ce qu'il n'est pas limité à un domaine

particulier du droit, ni à un type particulier de procédure. Il peut être utilisé dans des domaines très divers (consommation, environnement, santé...) et aussi bien sur le terrain de la responsabilité civile que sur celui de la responsabilité administrative.

De la même façon, aux États-Unis, le champ d'application de la *class action* est très large, puisque cette procédure s'est généralisée et touche, désormais, de nombreux domaines : droits civiques, droit de la consommation, droit financier, droit de l'environnement, droit du travail. Cette procédure est considérée comme s'inscrivant dans un système de régulation sociale, les individus devant faire eux-mêmes respecter la loi, en l'absence de régulation étatique.

Pour les pays de l'Union européenne connaissant ce type d'action, à savoir le Portugal et la Suède, l'action de groupe fait l'objet de lois de portée générale, avec, pour le Portugal, des règles spéciales dans le domaine du droit de la consommation. En Suède, le champ d'application de l'action de groupe porte essentiellement sur le droit de la consommation, le droit de l'environnement et le droit du travail. Au Portugal, il s'agit plus particulièrement du droit de la consommation, de la santé publique, du droit de l'environnement, mais aussi de la défense du patrimoine culturel et de la défense des biens de l'État, des régions autonomes et des communes.

3. Pour délimiter le groupe, deux mécanismes ont été instaurés : l'*opt-out* et l'*opt-in*. Selon le mécanisme de l'*opt-out*, issu à l'origine du système américain, sont considérés comme membres du groupe les personnes qui ne se sont pas manifestées et celles qui ont expressément manifesté leur volonté d'agir dans le cadre de cette action de groupe. *A contrario*, ne sont pas membres du groupe ceux qui ont expressément dit ne pas vouloir agir dans le cadre de cette action, un délai d'exclusion étant parfois fixé par le juge. (...)

A la différence de l'*opt-out*, l'*opt-in* est le mécanisme selon lequel il faut un accord explicite pour faire partie du groupe. Le groupe ne sera constitué que de ceux qui ont expressément manifesté leur volonté d'être représentés à l'instance. L'action repose sur un mandat exprès et le silence vaut refus.

2) J.-P. MIGNARD, J.-M. THOUVENIN, « N'importons pas la « class action » ! » (extraits)

Un peu plus de six mois après l'annonce du Président de la République demandant au Gouvernement « de proposer une modification de la législation pour permettre à des groupes de consommateurs ou à leurs associations d'intenter des actions collectives contre les pratiques abusives observées sur certains marchés », certains font mine de croire qu'à déjà été introduit en France un mécanisme de « class action » à la mode nord américaine. Or ce n'est qu'une des hypothèses envisagées par le groupe de travail dont le rapport est attendu en octobre. Nous ne soutenons pas cette option, car si le bouleversement de notre droit que cette solution entraînerait est *a priori* séduisant, la loi a son rythme, et plutôt que d'importer *ex abrupto* un mécanisme issu d'une culture juridique différente de la nôtre, mieux vaudrait exploiter le filon de la modernisation des procédures existantes.

Attraits et écueils de la « class action » nord américaine

Il s'agit d'une action permettant à toute personne de saisir le juge tant pour elle-même que pour un groupe, afin de protéger les intérêts de l'ensemble de ce groupe, sans demande explicite de chacun des membres du groupe. La recevabilité de l'action d'un seul bénéficiaire à toutes les victimes du même préjudice de même origine, qui garderont toutefois le droit d'opter pour conserver ou non leur droit d'action individuelle.

La procédure est théoriquement séduisante : elle désengorge les tribunaux en traitant en une fois une multiplicité de petits contentieux, et assainit les pratiques commerciales. Mais la réalité est différente. La simple existence de la procédure crée un marché, sur lequel peuvent évoluer avec gourmandise des professionnels du droit à la recherche du bon « coup » rémunérateur. Le pacte « *quota litis* » se profile. Résultat, le système engorge plus qu'il ne désengorge les tribunaux, en suscitant toujours plus d'affaires. Les consommateurs en ressortent rarement gagnants : l'expérience nord américaine montre que plus de la moitié des dommages et intérêts versés par les entreprises condamnées paient la procédure, les expertises et les honoraires. Ces sommes ne tombent pas du ciel. Ce sont, en fin de course, les consommateurs qui en supportent la charge. Enfin, les entreprises ne se disciplinent pas pour autant, transigeant le plus souvent avant même les procès. Le préjudice matériel est réparé par le jeu d'une ponction sur le résultat des entreprises qui sera in fine supportée par les salariés et les consommateurs. Il n'y a pas de prévention à attendre d'un tel mécanisme.

3) L. IDOT, « Entre 'livre blanc' et 'livre vert' : à propos des actions collectives et des droits des consommateurs » (extraits)

L'une des propositions du livre blanc de la Commission du 2 avril 2008 sur « les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante »

(COM(2008)0165), actuellement débattu devant le Parlement européen (V. *Commission des affaires économiques et monétaires, projet de rapport 2008/2154(INI) par K.H. Lehne, 19 sept. 2008, et les amendements proposés le 18 novembre 2008*) porte sur l'institution d'actions collectives. Parallèlement à la DG Concurrence, la DG Santé et consommateurs mène sa propre réflexion qui a abouti à la publication le 27 novembre 2008 d'un « Livre vert sur les recours collectifs pour les consommateurs » (COM(2008)794 final) sur lequel les tiers ont pu présenter des observations. (...)

Le message est clair. Chaque document doit être replacé dans son contexte et il n'est pas question d'abandonner un instrument spécifique au droit de la concurrence. Les domaines couverts ne sont pas les mêmes, non seulement quant aux pratiques couvertes, mais également quant aux bénéficiaires des règles. Alors que le livre vert de la DG Santé et consommateurs ne s'intéresse qu'aux consommateurs, les actions collectives dans le livre blanc peuvent bénéficier certes à ces derniers, mais également aux entreprises. Les actions envisagées sont également différentes. Le livre blanc propose deux mesures très précises - des actions représentatives intentées par des entités qualifiées et des actions collectives avec un système d'*opt-in* - alors que le livre vert, sans doute parce que l'on est à un stade antérieur de la réflexion, offre un panel beaucoup plus vaste. De manière assez classique, la Commission y propose quatre options (ne rien faire et se borner à suivre les droits nationaux ; mettre en place un mécanisme de coopération entre les États membres en invitant ceux qui ne connaissent pas les recours collectifs à en introduire ; mettre en place un système mixte combinant des instruments contraignants et non contraignants en promouvant le recours à des modes alternatifs de différends ; mise en place d'un dispositif communautaire pour être certain qu'un recours collectif existe dans l'ensemble des États membres) lesquelles peuvent être mélangées. Dans les deux cas, le *leitmotiv* est identique : il est hors de question d'introduire un « système à l'américaine », mais au contraire de proposer un modèle européen, ne serait-ce que pour éviter le *forum shopping*, qui commence à apparaître. L'on relèvera au moins un changement de vocabulaire. Au niveau européen, il n'est plus question d'action de groupe - mot qui suscite immédiatement la polémique en France - mais de recours collectif.

4) Cass. civ. 1^{ère}, 18 septembre 2008 : AFM c/ MM. G. et C. (pourvoi no 06-22.038)

Attendu que l'Association Le Saint-Nicolas accueil gérait un établissement recevant des malades atteints de myopathie ; qu'en raison de graves dysfonctionnements ayant préjudicié à certains résidents, M. G., son ancien président, et M. C., son liquidateur judiciaire, ont été assignés en dommages-intérêts par l'Association française contre les myopathies, ci-après AFM ;

Attendu que pour écarter la demande, l'arrêt retient que les statuts de l'AFM ne prévoient nullement qu'elle aurait pour but ou pour moyen d'action d'ester en justice pour la défense des intérêts des malades, et qu'en conséquence son action n'est pas recevable ;

Qu'en statuant ainsi, alors que, même hors habilitation législative, et en l'absence de prévision statutaire expresse quant à l'emprunt des voies judiciaires, une association peut agir en justice au nom d'intérêts collectifs dès lors que ceux-ci entrent dans son objet social, la Cour d'appel a violé les textes susvisés ;

Par ces motifs, et sans qu'il y ait lieu de statuer sur les autres branches du moyen :

Casse et annule, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 6 octobre 2006, entre les parties, par la Cour d'appel de Paris ; remet, en conséquence, la cause et les parties concernées dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la Cour d'appel de Paris, autrement composée

5) A. VASSEUR-RIVOLLET, « Tramway de Jérusalem : décision du TGI de Nanterre sur la compétence et retrait de Veolia du projet »

Le 15 avril 2009, le Tribunal de Grande Instance de Nanterre a rendu sa décision concernant la recevabilité et la compétence dans l'affaire opposant l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) aux entreprises françaises Veolia Transport, Alstom et Alstom Transport concernant le tramway de Jérusalem. Il s'est déclaré compétent pour connaître de cette affaire qui vise à faire déclarer illégal le contrat concernant la construction et l'exploitation du futur tramway de Jérusalem, conclu entre l'Etat d'Israël et le consortium Citypass dont le capital est détenu à 20% par Alstom, à 5% par Veolia et à 75% par Ashtram, Harel et Polar Investments, sociétés israéliennes.

Il s'est ensuite déclaré matériellement compétent rejetant l'argument des 3 sociétés françaises selon lequel Israël bénéficie de l'immunité devant les juridictions françaises. Il considère en effet qu'Israël n'est pas partie à l'instance et que cet Etat ne peut être considéré comme agissant en tant qu'Etat souverain concernant ce contrat dont l'exécution a lieu sur une partie de la Cisjordanie où Israël est reconnu par la communauté internationale comme puissance occupante. En effet, en vertu du droit international humanitaire, la puissance occupante n'acquiert pas la souveraineté sur le territoire occupé et ne peut donc y exercer qu'une compétence territoriale limitée aux besoins de l'occupation, c'est-à-dire qu'elle ne peut adopter que des mesures visant à garantir le bien-être de la population occupée ou sa propre sécurité, comme l'a rappelé la Cour internationale de Justice dans son *Avis consultatif relatif aux conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*.

En ce qui concerne la recevabilité de la demande, la décision du Tribunal pose la question de l'utilisation des tribunaux internes par la société civile. En effet, le TGI a rejeté l'exception d'irrecevabilité soulevée par les sociétés défenderesses qui soutenaient que l'AFPS n'avait pas d'intérêt à agir du fait qu'elle n'était pas partie au contrat. Il considère qu'il est de principe qu'une association peut ester en justice, en dehors de toute habilitation législative, au nom d'un intérêt collectif entrant dans son objectif social. Il explique ensuite qu'« *en l'espèce une atteinte à l'objet social de l'AFPS du fait de l'exécution de contrats supposés illicites en référence au droit humanitaire international serait manifestement susceptible de lui causer à tout le moins un préjudice moral* ».

Cette solution pourrait laisser penser qu'une association a un intérêt à demander à une juridiction française l'annulation d'un contrat conclut entre une société et un Etat étranger. Cependant, le TGI a précisé, en ce qui concerne sa compétence matérielle, qu'il ne considère pas qu'Israël a conclu ce contrat en tant qu'Etat souverain. La recevabilité de la demande de l'AFPS signifie donc qu'une association de défense d'un peuple occupé a un intérêt à agir pour obtenir l'annulation d'un contrat conclu entre une société et la puissance occupante.

6) « La suppression du juge d'instruction pourrait mettre à mal l'affaire des "biens mal acquis" », *Le Monde*, 18 septembre 2009

L'affaire dite des *"biens mal acquis"* vient de prendre une nouvelle dimension. Depuis la première plainte déposée en mars 2007, ses promoteurs mettent en cause les richesses accumulées en France par des chefs d'Etat africains et se heurtent au refus du parquet (contrôlé par le gouvernement) de valider la procédure. Jeudi 17 septembre devant la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris, ils ont mis en garde contre un nouveau risque : que la réforme voulue par Nicolas Sarkozy visant à supprimer le juge d'instruction ne tue dans l'oeuf leur initiative.

La procédure, qui vise les présidents Omar Bongo du Gabon (aujourd'hui décédé), Denis Sassou-Nguesso (Congo) et Teodoro Obiang Nguema (Guinée-Equatoriale), a été relancée, le 5 mai dernier, par la décision inattendue de la doyenne des juges d'instruction de Paris, Françoise Desset, qui a déclaré recevable la plainte déposée par l'association Transparency International (TI) pour *"recel de détournement de fonds publics"* visant ces chefs d'Etat africains.

Cette appréciation n'a pas été du goût du parquet qui a fait appel. L'audience s'est tenue à huis clos, jeudi 17 septembre, et la décision sera rendue le 29 octobre. L'enjeu est l'ouverture, ou non, d'une instruction qui permettra de déterminer si les biens en cause – immeubles et voitures de grand luxe – ont été ou non acquis avec de l'argent public prélevé sur les budgets des Etats africains, comme le soutient Transparency.

Pour le parquet, l'association n'est nullement fondée à porter plainte parce qu'elle ne justifie d'aucun préjudice personnel et que son combat *"contre la corruption au niveau international"* est si large qu'il relève *"à l'évidence de l'intérêt général"* que le parquet a précisément en charge de défendre.

DÉFENSE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL

William Bourdon, président de l'association Sherpa qui est à l'origine de la procédure, et avocat de TI, rétorque en citant plusieurs cas où la justice a jugé recevable des plaintes d'associations défendant des intérêts collectifs, en matière de défense de l'environnement et de lutte anti-tabac notamment. Il soutient que TI, en tant que personne morale, a subi un *"préjudice personnel et direct"* puisque les faits reprochés aux potentats africains mettent directement en cause *"les intérêts que l'association a statutairement pour objet de défendre"*.

Mais la défense de Transparency International a élargi son propos en produisant à l'audience de jeudi un mémoire rédigé par la juriste M. Delmas-Marty, prof au Collège de France et membre du CA de Sherpa (http://medias.lemonde.fr/mmpub/edt/doc/20090918/1242347_6b01_avis_jur_mme_d_marty.pdf). Dans ce document, elle approuve l'ordonnance de la juge d'instruction jugeant la plainte recevable. Pour M^{me} Delmas-Marty, la tendance actuelle au renforcement des pouvoirs du parquet et la perspective de la suppression du juge d'instruction *"ne font que renforcer la nécessité de contre-pouvoirs"*. Elle *"approuve"* l'évolution tendant à *"élargir"* le droit pour les *"acteurs civiques"* comme TI de porter plainte dans les affaires de corruption, *"tout particulièrement lorsqu'il s'agit, comme en l'espèce, de lutter contre une criminalité à caractère transnational"*